



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénäic, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023
Délibération n°DCC2023_192

Objet	Lancement d'une démarche Projet Alimentaire Territorial (PAT)
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Pôle Aménagement
Thème	PCAET

Alexandra GUILLORÉ donne lecture du rapport suivant :

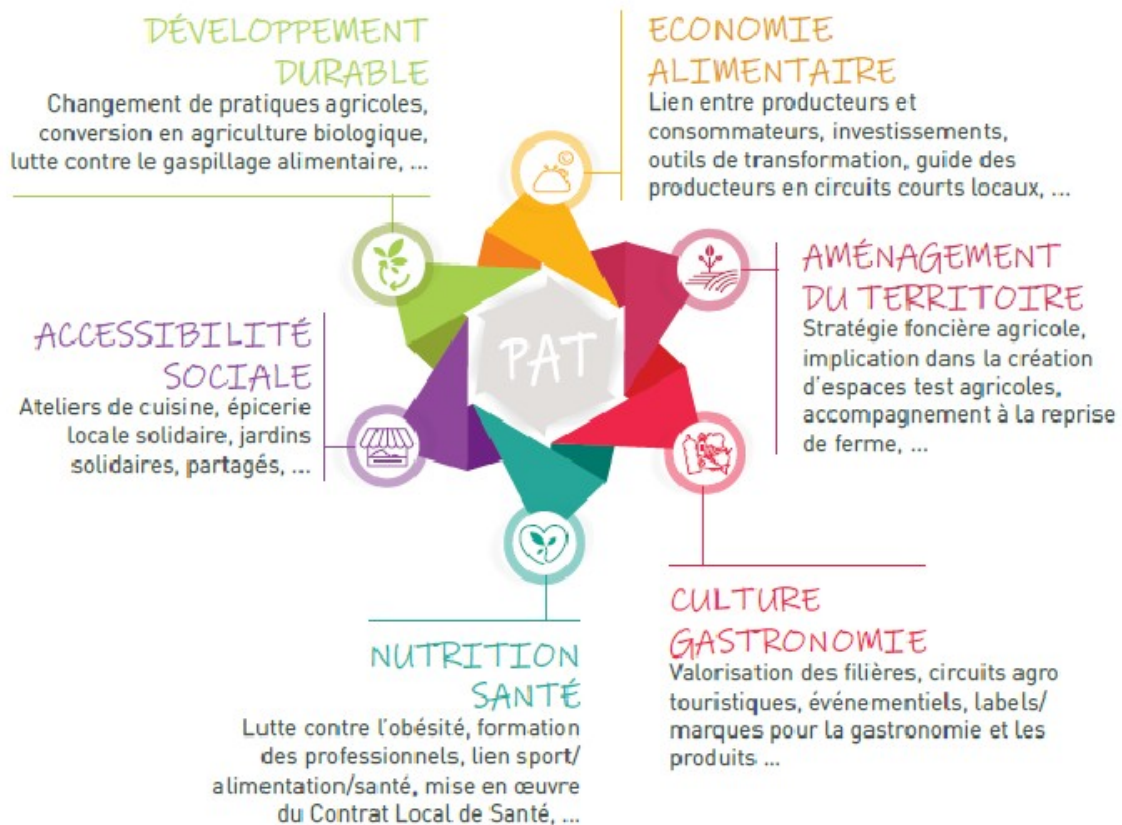
EXPOSÉ DES MOTIFS :

Les PAT sont issus de la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014. Ils ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Ils sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens etc.). Ils travaillent différents thèmes comme celui de la transition agroécologique, de l'aménagement du territoire, de l'économie, de la lutte contre la précarité alimentaire, de la qualité de l'alimentation, de la santé...Ils promeuvent également une alimentation durable et de qualité.

La démarche s'appuie sur plusieurs étapes :



Un PAT commence par un diagnostic territorial qui évalue la production agricole, la production alimentaire locale ainsi que le besoin alimentaire du bassin de vie étudié. Ce diagnostic permet de dégager des forces, des faiblesses, des enjeux avant de définir des objectifs et un plan d'actions construit en concertation avec les acteurs locaux.



Par définition, la démarche se veut transversale et prévoit l'intégration des plans et programmes d'aménagement et de planification, schémas structurants et politiques sectorielles de l'EPCI.

La démarche fera également l'objet d'une gouvernance et d'un pilotage spécifique.

Le PAT peut être labellisé. La procédure de reconnaissance auprès de l'État a vocation d'une part, à identifier et à valoriser les projets existants et d'autre part, à favoriser l'émergence de nouveaux projets alimentaires territoriaux en permettant aux territoires de bénéficier d'outils pratiques (guides, appui technique).

Il existe 2 niveaux de labellisation en fonction des actions menées répondant à des critères :

- Reconnaissance de niveau 1 : valable 3 ans et non renouvelable ;
- Reconnaissance de niveau 2 : valable 5 ans, renouvelable, ce niveau comprend des critères plus sélectifs.

Il est prévu de déposer une demande de labellisation de son projet de PAT pour le niveau 1, auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Une candidature à l'appel à projet PNA 2023 est envisagée afin de permettre l'obtention de financement sur 3 années, à hauteur maximale de 70 % du projet plafonné à 100 000 € pour des moyens humains ou études.

Afin de mener à bien ce projet, un chargé de mission dédié et financé dans le cadre du PAT est prévu pour porter et animer la démarche.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2023_085 d'arrêt du projet du Plan Climat Air Énergie Territorial,

Vu les articles L. 1 et L.111-2-2 du Code rural et de la pêche maritime définissant les PAT,

Considérant que le projet de PCAET arrêté engage le territoire dans sa transition écologique avec la mise en œuvre de 54 actions qui ont pour objectif l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ; que l'action n°4-1 du PCAET, « Élaborer un PAT » traduit l'engagement de la CAPLD à tendre vers un système de production et de consommation locale plus juste durable et respectueux de l'environnement ; que cette démarche a pour vocation d'encourager des pratiques alimentaires plus durables, en circuits courts, et un accès du plus grand nombre à une alimentation saine et de qualité,

Vu l'avis favorable de la Commission aménagement du 20 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 14 novembre 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le lancement d'une démarche de Projet Alimentaire Territorial sur le territoire de l'agglomération du pays de Landerneau Daoulas,

Article 2 : autorise le président ou son représentant à déposer le projet de PAT pour labellisation au niveau 1 (projet émergents) auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation,

Article 3 : autorise le président ou son représentant à déposer une candidature à l'appel à projet PNA 2023 pour le projet de PAT afin de permettre l'accès à des financements spécifiques et à tout type de dossier de demande de subvention possible,

Article 4 : autorise le président ou son représentant à mener toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation de la présente délibération.